

ANNEXE 1

AGREMENT SANITAIRE

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction départementale
de la protection des populations

Produits et services agro alimentaires

Dossier suivi par : T. MUSSIER

Tél : 04.77.67.11.85

Fax : 04.77.43.53.02

Mél : ddpp-psaa@loire.gouv.fr

Réf. : 2017 - 2095 - TM/MHC

Siret : 30259089800599

ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
ZI du Champs de Mars
Rue des Vergnes
42600 MONTBRISON

à l'attention de M. COTTIN Xavier

Saint-Etienne, le 2 mai 2017

Objet : Agrément sanitaire – Modification - Etablissement traitant des sous-produits de
Catégorie 3 (C3).

RECOMMANDE AVEC A.R.

Références réglementaires

- Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux)
- Règlement (CE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive
- l'arrêté du 28 février 2008 relatif aux modalités de délivrance de l'agrément sanitaire et de l'autorisation des établissements visés par le règlement (CE) n° 1774/2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine
- Article L.226 Extrait du code rural et de la pêche maritime

Monsieur,

Suite au contrôle officiel effectué le 3 février 2017 par M. MUSSIER, technicien de la direction départementale de la protection des populations de la Loire, au cours duquel il a été constaté que votre établissement était conforme aux conditions sanitaires prévues par la réglementation ci-dessous référencée,

ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
ZI du Champs de Mars
Rue des Vergnes
42600 MONTBRISON.

T.S.V.P.

J'ai l'honneur de délivrer à votre établissement un agrément sous le numéro **FR 42-147-101** pour les activités :

- ⇒ **de manipulation de sous-produits animaux de catégorie 3 après leur collecte, sous la forme d'opérations telles que le stockage et le tri, prévues à l'article 24.1-h) du règlement (CE) n° 1069/2009.**

Cette marque d'identification devra figurer sur l'ensemble de vos documents commerciaux.

Matières autorisées

- les produits d'origine animale ou les aliments contenant de tels produits, qui ne sont plus destinés à la consommation humaine pour des raisons commerciales ou en raison de défauts de fabrication ou d'emballage ou d'autres défauts n'entraînant aucun risque pour la santé humaine ou animale : **catégorie 3 visée à l'article 10-f) ;**
- les aliments pour animaux familiers et les aliments d'origine animale pour animaux ou qui contiennent des sous-produits animaux ou des produits dérivés, qui ne sont plus destinés à l'alimentation animale pour des raisons commerciales ou en raison des défauts de fabrication ou d'emballage ou d'autres défauts n'entraînant aucun risque pour la santé humaine ou animale : **catégorie 3 visée à l'article 10-g).**
- les déchets de cuisine et de table autres que ceux visés à l'article 8, point f) : **catégorie 3 visée à l'article 10-p).**

Traitement

- les matières autorisées sont traitées dans une unité en vue de fabriquer un sous-produit de catégorie 3 dont la destination finale est un établissement agréé au titre du règlement (CE) n° 1069/2009 (conversion en biogaz avec hygiénisation ou unité de compostage) ;

A tout moment, en cas de manquement à ces conditions sanitaires, notamment en l'absence d'actualisation des pièces essentielles du plan de maîtrise sanitaire, l'agrément peut être suspendu, voire retiré, selon les dispositions de l'article L. 226-2 du code rural.

Cet agrément est attribué en fonction de l'activité et des matières utilisées décrites dans le dossier, ainsi que du tonnage prévu. Toute évolution significative telle que l'apparition d'une nouvelle activité, d'autres matières autorisées, ou l'augmentation conséquente du tonnage, sont susceptibles de remettre en cause l'agrément délivré et doit donc être préalablement déclarée à la DDPP de la Loire.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation,
l'adjoint à la chef de service
Produits et Services Agro Alimentaires
Frédéric BONNET